



Tours le 17 juin 2019

Monsieur le Président du comité technique local, Monsieur le Directeur de la DDFiP d'Indre et Loire,

Vous nous avez convié à la présentation de la cartographie de notre direction version géographie revisitée, aussi nous, organisations syndicales tenons en propos liminaires à faire quelques remarques.

Nous dénonçons l'omerta qui a régné sur ce sujet depuis la présentation par Monsieur Darmanin de son projet de démantèlement de la Direction générale des Finances Publiques avec la déconcentration de proximité, lors d'une réunion des numéros 1 en juillet 2018 partagé auprès des agents via les réseaux sociaux. Depuis aucune information n'a été donnée tant au plan national qu'au plan local malgré la demande insistante des organisations syndicales.

Après tous ces mois de silence, les annonces du ministre, celles du directeur général et celles maintenant des directeurs départementaux dont vous-même pour l'Indre et Loire, nous savons à quoi nous en tenir !

L'ensemble des agents et les organisations syndicales ici présents condamnent votre plan de destruction du maillage territorial du réseau de notre administration, condamnent les fusions/restructurations de service, les remises en cause des missions, les suppressions massives d'emplois à venir, dont par ailleurs, vous taisez le nombre. Craignez-vous d'en préciser l'ampleur ?

Si les emplois sont absents de votre communication vous êtes plus proluxe sur la nouvelle carte en vantant un réseau avec plus d'implantations qu'actuellement, plus de proximité, plus d'efficacité et j'en passe. On pourrait même penser que vous croyez à ce que vous dites.

Mais il est mensonger d'afficher que demain la présence de la DGFIP sera renforcée dans le département par des points de contact, qui ne remplaceront pas des trésoreries, des services des impôts particuliers et entreprises, qui sont dans leur domaine en capacité de répondre et de traiter l'ensemble du dossier d'un usager.

Une fois de plus vous allez nous dire qu'aujourd'hui ce n'est pas le cas puisque les trésoreries, les SIP, les SIE sont fragilisés, les agents sont débordés et souhaitent partir !

Évidemment, tout a été fait pour en arriver là. Il n'y a rien de plus simple et l'expression bien connue « qui veut tuer son chien l'accuse d'avoir la rage » a servi de référence pour préparer le terrain ! Ce « nouveau réseau de proximité des Finances publiques », c'est de la poudre aux yeux !

La réalité, demain, si ce plan s'applique, ce ne sont que de nouvelles permanences ni plus ni moins dans des maisons de service publics déjà existantes, renommées pour leur donner un semblant de vitalité. Et pour combien de temps ? La réalité, demain, ce sont des missions fragilisées attaquées dans leur contenu et externalisées.

La réalité demain c'est la mobilité forcée et les détachements d'office pour les agents. La réalité demain c'est un réseau (ou ce qu'il en reste) asphyxié, reconcentré (ce qui est un paradoxe) et soumis à des nouvelles suppressions d'emplois avec une ampleur sans précédent.

Alors si nous sommes ici c'est pour rappeler notre attachement d'abord à un réseau de proximité de pleine compétence qui ne peut pas être une addition d'accueils de proximité affichée pour satisfaire des élus locaux à quelques mois des élections municipales. Nous sommes aussi ici pour rappeler toutes nos revendications sur l'arrêt des suppressions d'emplois, sur l'arrêt du démembrement de la DGFIP. Nous sommes enfin ici pour défendre et améliorer nos statuts, nos droits et garanties et les conditions d'exercice de nos missions.

Vous le comprenez, nos oppositions, nos revendications nécessitent le retrait de ces plans dévastateurs pour le service public, les missions, les emplois, les agents... Nous demandons le retrait du plan du Ministre Darmanin de la géographie revisitée, l'abandon du projet de transformation de la Fonction Publique et l'ouverture de véritables négociations sur les revendications exprimées depuis des mois par les agents.

Vous attendez des cadres, des agents, et de leurs organisations syndicales une collaboration active à la réflexion sur ce dynamitage en règle. Mais à l'annonce de votre plan pour le département comme partout, les agents ont compris que plus personne, plus aucun service n'est ou ne sera épargné. Alors négocier Monsieur le Directeur, négocier quoi ! D'ailleurs il ne s'agit même pas de négocier, mais de discuter. Des marges de manœuvre vous n'en avez pas, vous n'en voulez pas...

Mais nous ne baissons pas les bras bien au contraire... La mobilisation est en route. Ce CTL en est le premier levier. D'autres actions, d'autres mobilisations sont en cours en Indre et Loire comme partout dans le pays. Nous ne laisserons pas faire !